

29 août 2001, États-Unis

Conférence devant le MetroHartford Regional Economic Alliance

Monsieur le Gouverneur,
Distingués invités,
Chers amis du Québec,

J'aimerais d'abord exprimer ma vive gratitude au Gouverneur Rowland, qui nous fait ce midi l'honneur de sa présence, malgré un horaire extrêmement chargé.

Je voudrais également, bien sûr, remercier la MetroHartford Regional Economic Alliance et son président, M. Oz Griebel, de m'associer aujourd'hui au prestige de votre organisme et de me fournir cette occasion de m'adresser à vous.

La fusion récente du MetroHartford Chamber of Commerce avec les Associated Chambers et le Connecticut Capitol Region Growth Council témoigne certainement du dynamisme de votre communauté d'affaires et de sa volonté de se regrouper, de mettre en commun les ressources et les idées pour renforcer le rayonnement économique de votre région. Je souhaite de plus remercier tous les autres partenaires qui ont contribué à l'organisation de ce déjeuner-conférence. Plus que jamais, le progrès économique et social des nations est tributaire de la vitalité de leurs régions et de leurs agglomérations urbaines. Je me réjouis donc de constater qu'ici, au Connecticut, on adhère résolument à cette vision du développement.

Des représentants d'entreprises qui ont fait la réputation d'excellence et de vitalité du Québec à l'échelle mondiale se retrouve chez vous et sont présents aujourd'hui. Ils proviennent de secteurs variés comme l'aéronautique, les pâtes et papiers, les technologies de l'information, la biotechnologie, les transports, l'ingénierie-conseil, l'énergie et la finance. Ces gens représentent le Québec moderne, ouvert et dynamique; et ce Québec, j'aimerais vous le faire connaître davantage.

FINANCE ET ÉCONOMIE

Il faut dire d'emblée que les succès actuels du Québec, au plan économique, ne sont pas survenus du jour au lendemain. L'ensemble des Québécois a dû consentir des efforts considérables pour paver la voie à la croissance. Il y a sept ans, au moment où le gouvernement que je dirige prenait le pouvoir, les finances du Québec accusaient un déficit annuel record de près de 4000000000 \$ US. Nous avons alors décidé de prendre le taureau par les cornes. Les finances publiques ont été assainies, le déficit budgétaire supprimé et les citoyens commencent à toucher les dividendes de ces efforts, grâce à des réductions d'impôt significatives et à une situation économique globale en pleine croissance.

Moody's vient d'ailleurs de souligner cette excellente performance en rehaussant la cote de solvabilité du Québec de A2 à A1. Selon la vice-présidente, Debra Roane, ce rehaussement de la cote « reflects our view that the credit rating has improved, that the debt ratio has improved and will continue to improve ».

Les nouvelles sont bonnes, aussi, au chapitre des investissements. En 2000, les investissements privés se sont inscrits à la hausse pour une cinquième année d'affilée et les principaux experts

prévoient que cette croissance se poursuivra au cours des prochaines années. C'est dire que les dirigeants d'entreprise ont confiance en notre économie. Le marché québécois du travail est aussi extrêmement dynamique, comme le démontre la création nette de 80000 emplois l'an dernier et de plus de 75000 l'année précédente. Quant au taux de chômage, il n'a pas cessé de décliner au cours des quatre dernières années et s'établissait à 8,4 % en 2000, son plus bas niveau depuis 25 ans. Naturellement, je serais très heureux si nous avions un taux de chômage comme celui du Connecticut (2,6 %).

Certes, comme d'autres économies, celle du Québec a profité d'une conjoncture favorable, et en particulier de la solide performance de l'économie américaine. Mais les chiffres que je viens d'évoquer sont également le fruit d'actions entreprises par notre secteur privé et par mon gouvernement. Par exemple, la création de centres d'excellence dans des secteurs stratégiques commence à porter fruit, notamment dans les biotechnologies, l'optique et le multimédia. Le succès de ces mesures n'est d'ailleurs pas sans rappeler celui de la State's competitiveness strategy, du Gouverneur Rowland, basée également sur la création de centres d'excellences au Connecticut. À cet égard, je suis persuadé que nos centres d'excellences respectifs peuvent collaborer et bâtir des partenariats mutuellement bénéfiques.

Nouvelle économie

Il est révolu, le temps où l'économie du Québec était essentiellement tournée vers les richesses naturelles. Le Québec d'aujourd'hui possède toutes les caractéristiques d'une économie moderne, avec un secteur tertiaire qui compte pour 71 % de notre PIB.

Ce positionnement économique axé sur la valeur ajoutée est particulièrement visible dans notre métropole, Montréal, une plaque tournante de l'aérospatiale, de la biopharmaceutique et de la haute technologie. Une étude publiée récemment par Price Waterhouse montre d'ailleurs que même si Montréal se classe au quinzième rang en Amérique du Nord en ce qui concerne sa population, elle figure au quatrième rang pour la concentration des emplois en haute technologie per capita. Mieux encore, l'an dernier, la revue américaine Wired classait Montréal au cinquième rang mondial des 46 régions les plus performantes dans les technologies de pointe, à égalité avec Seattle et New York. Aucune autre ville canadienne ne fait partie de cette liste sélecte. Notre métropole devance même des pôles internationaux reconnus comme Singapour, Tokyo, Los Angeles, Hong Kong et Paris. Montréal s'est taillé une place enviable dans des secteurs tels que les télécommunications, la conception multimédia et les logiciels. Mais comme on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, je dois avouer toutefois que nos concepteurs de logiciels sont aussi responsables du naufrage du Titanic, dans le film du même nom, et de la destruction partielle de la ville de New York dans le film Armageddon.

Ce n'est donc pas un hasard si les dirigeants new-yorkais de la bourse électronique Nasdaq ont choisi Montréal pour y établir leur première tête de pont nord-américaine hors des États-Unis. Dans le secteur financier, Montréal est en effet en bonne voie de redevenir une place financière de choix à travers le monde. Notre métropole compte près d'une centaine de centres financiers internationaux. Nous avons su intéresser les financiers de Wall Street, de Bay Street, de la Côte ouest et de la Côte est. Des sociétés telles Merrill Lynch et State Street ont décidé d'implanter des activités spécialisées à Montréal. Je tiens d'ailleurs à remercier le président de State Street, M. David Spina, de s'être déplacé de Boston pour participer aujourd'hui à ce déjeuner.

Quant à Québec, notre capitale nationale, elle se transforme chaque jour davantage pour devenir un important centre de haute technologie. Sa Cité de l'optique, notamment, draine chez nous des chercheurs et des gens d'affaires d'un peu partout dans le monde.

SECTEURS D'EXCELLENCE

Nos gens d'affaires et nos entreprises contribuent à faire de l'économie québécoise l'une des plus diversifiées au monde. En voici quelques exemples.

Dans le secteur de l'aéronautique, c'est au Québec qu'est réalisée plus de la moitié de la production de l'industrie canadienne, qui y regroupe 70 % des activités en recherche et développement. Montréal reste la seule ville au monde où il est possible de trouver tous les éléments nécessaires à la construction d'un avion ou d'un hélicoptère dans un rayon de 30 kilomètres. C'est maintenant la troisième concentration mondiale en aéronautique après Seattle, royaume du Boeing, et Toulouse, berceau de l'Airbus. Le Groupe Bombardier Aéronautique est un exemple éloquent de notre dynamisme dans ce secteur. Le Gouverneur Rowland a d'ailleurs participé, récemment, à l'annonce de l'agrandissement du centre d'entretien d'avions légers de Bombardier, près de l'aéroport international de Bradley, un investissement qui créera 300 emplois.

Les liens entre le Québec et le Connecticut dans le secteur de l'aérospatiale sont d'ailleurs extrêmement féconds. Pensons aux ventes de simulateurs de vols de l'entreprise québécoise CAE auprès de GE. En outre, GE a acheté 50 Regionals Jets de Bombardier, et parmi ses nombreux investissements au Québec, on retrouve une usine de fabrication de pièces de moteurs d'avions à Bromont.

Je suis très heureux de souligner la présence parmi nous, aujourd'hui, de M. Louis Chênevert, président de Pratt & Whitney, l'un des plus grands employeurs au Connecticut, qui possède une importante usine de moteurs d'avions au Québec. Je suis fier de voir à la tête d'un des fleurons de l'aéronautique un Québécois qui témoigne du dynamisme et de l'esprit d'entrepreneurship qui animent le Québec.

Les entrepreneurs québécois connaissent aussi un succès enviable sur les marchés internationaux dans le secteur agroalimentaire. Nos exportations dans ce domaine ont atteint un nouveau sommet en 2000, se chiffrant à 1900000000 \$ US, soit une hausse de près de 10 %. D'ailleurs des produits fins des entreprises du Québec se sont peut-être déjà retrouvés sur votre table. Si ce n'est pas le cas, ce fut donc une première pour vous, car, comme il vous a été dit, la plupart des mets servis ici, ce midi, viennent du Québec. Nous les avons préparés spécialement pour vous, afin de vous donner le goût du Québec.

Dans le domaine énergétique, l'hydroélectricité a grandement contribué à la croissance et au développement économique du Québec au cours des dernières décennies. Plus grand producteur d'hydroélectricité en Amérique du Nord et troisième au monde, le Québec est reconnu à l'échelle planétaire pour son expertise en matière de production, de transport et de distribution d'électricité. Les barrages hydroélectriques d'Hydro-Québec permettent au Québec de produire une énergie propre et entièrement renouvelable, et ce à un coût de production parmi les plus bas en Amérique du Nord. Le potentiel hydroélectrique non encore exploité du Québec demeure considérable. La mise en œuvre de ce potentiel est d'ailleurs au cœur des multiples relations d'affaires entre Hydro-

Québec et GE Hydro, qui collaborent à des projets majeurs de barrages hydroélectriques comme celui de Ste-Marguerite. Et il va sans dire que l'exploitation de ce potentiel nous permettra, dans l'avenir, de répondre de façon encore plus efficace aux besoins énergétiques de votre région. Un autre secteur extrêmement vigoureux de l'économie québécoise est celui des biotechnologies. Aujourd'hui, c'est à Montréal que se trouvent les principaux laboratoires de recherche fondamentale des grandes sociétés pharmaceutiques canadiennes, notamment ceux de Merck Frosst, Astra Zeneca, BioChem Pharma, Bio-Mega, Boehringer Ingelheim et Bristol-Myers Squibb. La métropole québécoise est d'ailleurs reconnue comme l'une des grandes capitales mondiales de l'industrie biopharmaceutique et figure aujourd'hui au sixième rang des villes nord-américaines pour ses activités dans le secteur de la biotechnologie. Le Québec, quant à lui, se positionne comme l'un des dix premiers centres de biotechnologie au monde et l'un des principaux centres de recherche en biotechnologie à l'échelle mondiale se trouve à Montréal. Il s'agit de l'Institut de recherche en biotechnologie, qui compte plus de 500 chercheurs, dont près de la moitié sont des chercheurs invités provenant de l'industrie et des universités, ce qui témoigne de l'esprit de collaboration qui entoure ses activités.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT ET ÉDUCATION

La nouvelle économie est fondée sur la connaissance, l'innovation, l'imagination et l'originalité. À ce chapitre, le Québec croit particulièrement à la recherche et développement, puisqu'il devance tous les pays du G7 quant à la croissance des dépenses en R&D des entreprises. Le Québec dispose de ressources scientifiques de premier plan, avec plus de 300 centres de recherche. Son réseau de R&D comprend notamment une masse critique d'institutions et d'universités.

Ce n'est plus seulement la provenance québécoise du papier utilisé par certains journaux américains qui retient l'attention mais bien ce que l'on peut y lire. À cet égard, je ne suis pas peu fier de citer cette phrase tirée d'un article publié l'an dernier dans le Washington Post: « Aided by generous tax credits from the Québec Government, Montreal companies put more money into R&D than those elsewhere in Canada ».

Nos établissements d'enseignement supérieur ont la volonté d'amorcer ou d'intensifier les échanges de connaissances et de favoriser la mobilité étudiante. Les institutions d'enseignement québécoises figurent parmi les meilleures d'Amérique du Nord. En outre, nous possédons une expertise reconnue sur la scène internationale. Le Québec peut certainement être un partenaire privilégié dans cette voie. D'ailleurs, hier, j'ai eu l'occasion d'avoir un échange avec le Président de la prestigieuse Université Yale sur le sujet de l'éducation ainsi que sur l'importance des relations entre le secteur privé et la communauté scientifique. Ce sont ces diverses facettes qui confèrent une dimension plus enrichissante à nos rapports.

Notre réseau d'éducation ainsi que nos institutions de recherche et développement ont été les principaux moteurs de la croissance des entreprises québécoises au cours des dernières années. Grâce à des produits originaux et de qualité, nos entreprises ont su tirer parti de l'ouverture des marchés d'exportation, où elles connaissent beaucoup de succès. Le Québec, qui exporte maintenant 60 % de son PIB, est ainsi devenu l'une des économies les plus ouvertes qui soient. Cette ouverture se manifeste également dans le débat que nous menons sur notre avenir politique. Le gouvernement que je dirige est totalement convaincu que c'est en assumant pleinement son destin que la nation québécoise sera le mieux en mesure de jouer un rôle constructif et original dans l'intégration des Amériques. D'autres de nos compatriotes croient plutôt qu'il est possible de

réformer la fédération canadienne, malgré les tentatives infructueuses des 40 dernières années. Toutes et tous s'entendent cependant sur deux points : premièrement, le Québec constitue une nation; deuxièmement, la décision finale sur l'avenir de cette nation sera prise par le peuple québécois dans le cadre d'une consultation populaire, dans un climat de civilité et de respect de nos institutions démocratiques et de nos traditions.

Libre-échange

Le Québec, fondamentalement, croit à l'ouverture des marchés. Il croit à la liberté du commerce, à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. Il s'agit là d'une tradition bien établie. N'eut été du vote massif des Québécois en faveur de l'Accord de libre-échange de 1988, nous ne pourrions envisager, aujourd'hui, la création d'une zone de libre-échange s'étendant de la Terre de Baffin à la terre de Feu.

C'est dire que le libre-échange ne nous effraie pas. Bien au contraire, nous l'appelons de tous nos vœux. Toutefois, nous ne sommes pas insensibles aux mouvements pacifiques qui mettent en doute le bien-fondé de la mondialisation et qui se sont exprimés à Seattle en décembre 1999, à Québec en avril dernier, lors du Troisième Sommet des Amériques, ou plus récemment à Gênes, lors du Sommet des pays du G-8. Partout dans le monde, la société civile envoie aux gouvernants un message clair: elle veut s'impliquer, elle veut une démocratie de plus en plus participative.

L'objectif ultime de la mondialisation doit être de faire avancer nos sociétés. La prospérité que nous attendons de la mondialisation doit nous permettre de faire émerger un environnement mondial plus démocratique, plus juste et plus capable de progrès social, dans le plein respect des identités culturelles et nationales.

Le soutien au libre-échange et la promotion des identités nationales ne nous ont jamais paru contradictoires. Ayant une idée très claire de ce que nous sommes, nous n'hésitons pas à relever le défi de la mondialisation. Et d'ailleurs, notre expérience dans ce domaine ne fait qu'augmenter notre assurance.

Depuis l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, 12 années ont passé. Les résultats sont là et ils sont éloquents. Depuis 1990, la valeur de nos exportations a plus que doublé, augmentant de 179 %, alors que la croissance de nos ventes vers le reste du Canada n'a augmenté que de 28 %. Quant à nos exportations aux États-Unis, elles ont triplé au cours des années 90, soit une hausse de 215 %

Cela fait du Québec, avec une population de seulement 7500000 de personnes, le septième exportateur sur le marché américain devant Taïwan, la France, l'Italie et la Corée du Sud. Et le mouvement n'est heureusement pas à sens unique, puisque le Québec est désormais le cinquième marché d'exportation des États-Unis devant l'Allemagne, la France, la Chine, le Brésil ou Taïwan. Au moins 250000 emplois aux États-Unis dépendent de ventes réalisées sur le marché québécois et les entreprises québécoises installées sur votre territoire emploient quelque 60000 Américains. Nous devons notre réussite commerciale à des milliers d'entreprises dynamiques. Entre 1996 et 1999, nous avons augmenté de 2000 le nombre de petites et moyennes entreprises exportatrices. C'est donc dire que le commerce international n'est pas seulement l'apanage des grandes multinationales. D'ailleurs, dans le cadre de la Décennie québécoise des Amériques, une stratégie

lancée en 1999, nous nous sommes donnés comme objectif d'amener, chaque année, 600 nouvelles entreprises à faire affaires aux États-Unis.

Québec Nouvelle-Angleterre La Nouvelle-Angleterre constitue un partenaire stratégique incontournable pour le Québec. Ce partenariat se fonde sur des liens historiques, démographiques, socioculturels et politiques.

D'abord, nos liens prennent racine dans l'histoire. Ils remontent au 17^e siècle, au tout début de la Nouvelle-France et de la colonie du Massachusetts, qui déjà à cette époque entretenaient des échanges commerciaux qui ne se sont jamais interrompus.

Au 19^e siècle, plus d'un million de Québécois sont allés s'établir aux États-Unis, dont la moitié pour travailler dans les usines de la Nouvelle-Angleterre. Ils ont apporté avec eux leur héritage et ont activement contribué à bâtir la région prospère qu'est devenue la Nouvelle-Angleterre. Leurs descendants forment aujourd'hui près du quart de la population de la région.

Le Québec et la Nouvelle-Angleterre entretiennent des relations riches et privilégiées. Ainsi, la valeur de nos échanges commerciaux a atteint, en 2000, près de 100 000 000 000 \$ US, ce qui représente 16 % de nos échanges commerciaux avec les États-Unis. En fait, plus de la moitié des exportations canadiennes vers la Nouvelle-Angleterre proviennent du Québec.

Dans le domaine de l'éducation, un programme d'échange entre le New England Board of Higher Education et la Conférence des recteurs et des présidents des universités du Québec existe depuis une vingtaine d'années et permet chaque année à une centaine d'étudiants de part et d'autre d'effectuer une année d'études dans le réseau partenaire.

Nous travaillons en collaboration avec de nombreux professeurs américains qui sont engagés dans le champ des études québécoises par leurs activités d'enseignement et de recherche. C'est d'ailleurs dans votre région qu'a vu le jour la toute première association d'études québécoises aux États-Unis, devenue plus tard l'American Council for Québec Studies.

Le gouvernement du Québec est officiellement présent en Nouvelle-Angleterre depuis une trentaine d'années. Que ce soit par l'entremise d'une délégation ou d'un bureau commercial, le Québec maintient une représentation dans la ville de Boston depuis 1970. Le rôle pivot de cette délégation s'est récemment accru, puisque mon gouvernement a décidé de lui allouer des ressources financières et humaines additionnelles afin d'en optimiser le rayonnement. Il me fait d'ailleurs plaisir de vous présenter le délégué du Québec à Boston, M. François Lebrun, qui assure avec son équipe la présence du gouvernement du Québec en Nouvelle-Angleterre.

Québec- Connecticut

Qu'en est-il plus particulièrement des liens entre le Québec et le Connecticut? Les relations ont officiellement débuté en 1973, lors de la création de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. J'ai d'ailleurs eu le plaisir, plus tôt cette semaine, de coprésider la 26^e de ces conférences en compagnie de l'hôte et président, le gouverneur Rowland, qui en a fait un retentissant succès. Succès que j'espère bien égaler l'an prochain, alors que la Conférence se réunira à Québec.

En plus d'être un forum politique dynamique pour ses membres, la Conférence coopère sur des questions majeures comme l'énergie, l'environnement et le commerce. Ma visite dans votre État et dans votre capitale vise justement à ouvrir la voie à de nouvelles avenues de collaboration bilatérale, que le gouverneur et moi-même avons évoquées ce matin lors de notre entretien au State Capitol. Récemment, nos liens économiques se sont clairement intensifiés. Depuis 1996, la croissance des ventes de produits québécois au Connecticut (excluant les services et l'énergie) a en effet augmenté de 33 % pour atteindre 856000000 \$US. Le Connecticut est un client majeur pour le Québec. Nos ventes ici dépassent en effet celles que nous réalisons, par exemple, en Allemagne, en France ou au Japon. Jour après jour, le Québec exporte au Connecticut des aéronefs, des moteurs d'aéronefs et leurs pièces, du cuivre et des alliages, du papier journal, de l'aluminium et, évidemment, de l'énergie. À l'inverse, les exportations du Connecticut à destination du Québec ont poursuivi leur croissance pour atteindre 445000000 \$US, une hausse de 25 % depuis 1996. Le Québec constitue le 6^e client international du Connecticut, devant des marchés tels que l'Amérique du Sud dans son ensemble, le Mexique ou encore la Suisse, l'Italie et l'Espagne réunies. Nous avons importé du Connecticut principalement des moteurs d'avions et leurs pièces, des instruments de mesure et du matériel médical.

Ce qui rend si féconds notre collaboration économique et nos échanges commerciaux avec le Connecticut, c'est non seulement le fait qu'ils sont en constante progression, mais c'est aussi parce qu'ils s'appuient de plus en plus clairement sur les secteurs de haute technologie. L'an dernier, plus du tiers de nos exportations au Connecticut et près du quart des biens que nous avons achetés chez vous provenaient du secteur de l'aérospatiale.

Nos échanges, en plus de croître, se complexifient et se diversifient. Ils ne se résument plus aux exportations et importations de produits et services, mais également à des investissements directs. On n'a qu'à penser aux investissements de GE et Pratt & Whitney au Québec et aux opérations de Bombardier au Connecticut. Ou encore aux investissements de l'entreprise québécoise de service d'arrimage Logistec dans les ports de New Haven, New London et Bridgeport, que j'ai eu le plaisir de visiter hier. Sans compter les nombreuses pharmacies Brooks, du Groupe Jean Coutu, qui atteignent des ventes de 100000000 \$ US aux États-Unis. Le président de Brooks Pharmacy, M. Michel Coutu, et le président de Logistec, M. Serge Dubreuil, sont présents parmi nous aujourd'hui. C'est dire que, chacun à sa façon, le Québec contribue à la prospérité du Connecticut comme le Connecticut joue un rôle dans les succès du Québec.

INVESTIR AU QUÉBEC

Et croyez-moi, nous n'avons pas l'intention de nous arrêter en si bon chemin! Nous avons l'intention de forger des liens encore plus étroits entre nous.

Vos entreprises trouveront au Québec une infrastructure technique et financière de haute qualité et des incitatifs fiscaux parmi les plus généreux en Amérique du Nord, en particulier pour les entreprises technologiques. À ces avantages, il faut ajouter les coûts d'implantation et d'exploitation les plus bas parmi les principaux pays industrialisés, un taux d'imposition des sociétés parmi les plus faibles du continent nord-américain, une exemption fiscale complète de dix ans pour tout projet majeur d'investissement et, surtout, une main-d'œuvre stable et hautement qualifiée. Cette dernière raison est celle qui est le plus souvent évoquée par les investisseurs étrangers qui choisissent le Québec.

Le développement spectaculaire de l'industrie de la haute technologie au Québec aurait été impossible, en effet, sans la présence d'une main-d'œuvre de très grande qualité. La main-d'œuvre québécoise est disponible, stable et bien formée. On décerne plus de diplômes universitaires par habitant au Québec qu'aux États-Unis, en France ou au Japon. D'ailleurs, l'an dernier, le New York Times concluait que « Montréal devançait maintenant Boston pour la proportion d'étudiants universitaires parmi les grandes villes de l'Amérique du Nord »

En plus d'être éduquée, notre main-d'œuvre est la plupart du temps bilingue et même souvent trilingue. L'un de nos objectifs est d'ailleurs d'augmenter de 50 % le nombre de Québécois trilingues au cours de la décennie à venir.

En outre, les entreprises qui investissent au Québec peuvent compter sur la plus grande disponibilité de capital de risque au Canada. Le Québec compte en effet sur un nombre considérable d'institutions financières ayant une solide capacité de financement. Je pense, en particulier, au Fonds de Solidarité des Travailleurs du Québec, aux sociétés Innovatech, à la Caisse de dépôt et placements du Québec ainsi qu'à d'autres partenaires majeurs, tels le Fonds d'Investissement Desjardins et à une douzaine d'autres fonds privés.

Outre son abondance, le capital de risque au Québec a aussi l'avantage d'être accessible à chaque étape du développement des entreprises.

Le Québec a également développé des instruments originaux pour favoriser son développement économique, notamment la Société générale de financement, la SGF, et Investissement Québec. La SGF constitue un important holding financier et représente le partenaire idéal pour les entrepreneurs qui cherchent du capital. Cette société d'État entretient déjà des relations d'affaires avec des entreprises du Connecticut. Je pense notamment à Brant-Allen Industries, qui, en partenariat avec la SGF, a investi au Québec dans le secteur forestier. Ou encore au groupe CHI Energy, qui a offert son expertise et ses capitaux, toujours en partenariat avec la SGF, pour une usine de cogénération au Québec. Hydro-Québec y achète d'ailleurs l'électricité produite et la Caisse de dépôt et placement participe au financement à long terme.

Pour ce qui est d'Investissement Québec, elle coordonne les actions gouvernementales en matière d'accueil et de soutien aux projets d'investissements. Le mois dernier, à Madrid, Investissement Québec s'est d'ailleurs vu décerner, par le prestigieux groupe européen Euromoney Institutional Investor, la distinction de meilleure agence de promotion des investissements des Amériques.

VOLET CULTUREL

Créer de la richesse parmi nos peuples respectifs est certainement un objectif louable. Cependant, on ne peut calculer la richesse d'un peuple uniquement en terme de dollars. Ce rapprochement que nous souhaitons avec les États-Unis ne se limite pas à l'économie et au commerce. Chaque année, plus de 200 événements culturels québécois de toutes natures se déroulent aux États-Unis. On n'a qu'à penser aux succès de Céline Dion, aux concerts de l'Orchestre symphonique de Montréal ou au tout nouveau spectacle du Cirque du Soleil, Dralion, en Nouvelle-Angleterre. Je vous annonce par ailleurs la visite, ici même à Hartford, de la troupe des Grands Ballets de Montréal en avril prochain. Je vous ai dressé un tableau de ce qu'est le Québec et de vous faire part de notre volonté de nous

rapprocher encore plus de vous. Nous savons « qu'à côté de la longue rivière aux grandes marées », le Québec peut trouver des partenaires et des amis.

Je vous invite à venir chez nous, au Québec, pour qu'à notre tour nous puissions vous offrir notre hospitalité. Je vous assure que vous en serez enchantés.

Je vous remercie, au nom des membres québécois de la présente mission, de votre accueil chaleureux.